



Conseil Economique
et Social

Distr.
GENERALE

E/CN.4/1991/SR.12
26 mars 1991

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Quarante-septième session

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 12ème SEANCE

tenue au Palais des Nations, à Genève,
le mardi 5 février 1991, à 15 heures.

Président : M. Martius (Allemagne)

SOMMAIRE

Question de la violation des droits de l'homme dans les territoires arabes occupés, y compris la Palestine (suite)

Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et son application aux peuples assujettis à une domination coloniale ou étrangère ou à l'occupation étrangère (suite)

Violations des droits de l'homme en Afrique australe : rapport du Groupe spécial d'experts

Conséquences néfastes, pour la jouissance des droits de l'homme, de l'assistance politique, militaire, économique et autre accordée au régime colonialiste et raciste d'Afrique australe

Application de la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid

Mise en oeuvre du Programme d'action pour la deuxième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également portées sur un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, une semaine au plus tard à compter de la date du présent document, à la Section d'édition des documents officiels, bureau E.4108, Palais des Nations, Genève.

Les rectifications éventuelles aux comptes rendus des séances publiques de la présente session seront groupées dans un rectificatif unique qui sera publié peu après la clôture de la session.

La séance est ouverte à 15 h 10.

QUESTION DE LA VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME DANS LES TERRITOIRES ARABES OCCUPES, Y COMPRIS LA PALESTINE (point 4 de l'ordre du jour) (suite) (E/CN.4/1991/6 à 8, 60 à 62, 65 et 67; A/45/3, 13 et Add.1, 35 et Corr.1, 84, 306, 503, 576, 595, 608 à 614 et 726)

LE DROIT DES PEUPLES A DISPOSER D'EUX-MEMES ET SON APPLICATION AUX PEUPLES ASSUJETTIS A UNE DOMINATION COLONIALE ET ETRANGERE OU A L'OCCUPATION ETRANGERE (point 9 de l'ordre du jour) (suite) (E/CN.4/1991/13 et 14; E/CN.4/1991/NGO/2; A/45/488)

1. Mlle CHAAIAN (Observateur de la République arabe syrienne), exerçant son droit de réponse, dit que l'affirmation de la Ligue internationale pour les droits et la libération des peuples selon laquelle les Kurdes seraient privés de leur identité nationale en République arabe syrienne ne correspond pas à la réalité. Les citoyens syriens d'origine kurde forment une partie intégrante de la société syrienne. Tous les citoyens jouissent de droits identiques et sont égaux devant la loi, comme le veut la Constitution syrienne. Les citoyens syriens d'origine kurde ont donc les mêmes droits et les mêmes devoirs que les autres citoyens et participent activement à la vie du pays dans tous les domaines.

2. La Ligue aurait mieux fait de concentrer son attention sur la situation explosive en Palestine occupée, sur la violation par Israël des droits des Palestiniens et sur les conditions tragiques dans lesquelles la population palestinienne est obligée de vivre.

3. M. AL-OTHEMAN (Observateur du Koweït), exerçant son droit de réponse, dit que le représentant de l'Iraq a tenté désespérément de déformer l'histoire du Koweït. Il n'y a pas lieu pour sa propre délégation de défendre la dynastie al-Sabah qui, comme on le sait bien, bénéficie de l'appui sans réserve du peuple koweïtien.

4. Avant l'invasion du Koweït, le Président de l'Iraq avait décerné à l'émir Al-Sabah du Koweït la plus haute distinction iraquienne pour manifester son appréciation et sa gratitude au peuple koweïtien. Il faut garder ce fait présent à l'esprit quand on écoute les déclarations de la délégation iraquienne sur l'historique de l'affaire.

5. M. ROMA de ALBUQUERQUE (Portugal), exerçant son droit de réponse, dit que selon les affirmations de la délégation indonésienne, la question de l'autodétermination ne se pose pas pour le Timor oriental et la population du territoire a choisi librement et démocratiquement d'être intégrée à l'Indonésie. Mais l'Organisation des Nations Unies n'est pas du même avis, comme en atteste la résolution 31/53 de l'Assemblée générale. La question du Timor oriental reste donc soumise au Comité spécial de la décolonisation. L'Organisation des Nations Unies a confirmé que la prétendue "loi" du 31 mai 1976 intégrant le Timor oriental à l'Indonésie n'avait pas été un choix libre et démocratique pour le Timor oriental et a jugé que l'intégration ne pourrait pas se faire tant qu'il n'aurait pas été procédé à un tel choix.

6. Le Portugal n'a jamais nié sa part de responsabilité dans les difficultés qui accompagnent le processus de décolonisation au Timor oriental. Mais ceci ne justifie pas la conquête militaire indonésienne. Le Gouvernement portugais ne contestera pas la volonté exprimée par le peuple du Timor oriental, même si la décision prise est favorable à une intégration à l'Indonésie. Si le Gouvernement indonésien est tellement sûr de ce que souhaite le peuple du Timor oriental, M. Roma de Albuquerque se demande pourquoi il refuse de laisser le territoire exercer son droit à l'autodétermination.

7. M. STEEL (Royaume-Uni), exerçant son droit de réponse, fait savoir à la délégation iraquienne que la Commission n'est préoccupée que par deux questions, à savoir comment l'Iraq respecte les droits de l'homme au Koweït et comment le Gouvernement iraquien respecte les droits de l'homme en Iraq. Les faits parlent d'eux-mêmes.

8. M. DEESRISUK (Observateur de la Thaïlande), exerçant son droit de réponse, remercie la Fédération internationale Terre des hommes d'avoir attiré l'attention de la Commission sur le sort des Cambodgiens déplacés qui vivent en Thaïlande en raison de la poursuite du conflit au Cambodge. Il tient toutefois à expliciter quelques points afin de mieux faire comprendre les opérations de secours à la frontière entre la Thaïlande et le Cambodge.

9. Depuis le début des années 80, la Thaïlande, en coopération avec l'Opération des Nations Unies pour les secours aux frontières (UNBRO) et les organisations non gouvernementales, a aidé quelque 310 000 Cambodgiens déplacés. Les neuf camps bénéficiant d'une aide de l'UNBRO, qui sont administrés par les Cambodgiens eux-mêmes, sont accessibles aux organismes internationaux d'assistance. Au cours des années on s'est efforcé de rendre la vie dans ces camps plus tolérable en améliorant les services médicaux et la nourriture, en créant des écoles, en offrant des possibilités de formation et en organisant diverses activités pour tous les éléments de la population des camps. Malheureusement, il faudra peut-être supprimer un certain nombre de ces programmes et activités en raison des difficultés financières de l'UNBRO.

10. Les Cambodgiens en Thaïlande peuvent choisir celui des camps dans lequel ils souhaitent séjourner et des Cambodgiens résidant dans un camp ont, dans plusieurs cas, obtenu leur transfert dans un autre camp pour des raisons de réunification des familles, de protection ou de rapatriement volontaire.

11. En ce qui concerne le rapatriement des Cambodgiens déplacés, la Thaïlande est prête à coopérer pleinement avec le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) pour rapatrier les Cambodgiens une fois qu'une solution politique aura été trouvée au problème.

12. Enfin, M. Deesrisuk tient à informer la Fédération internationale Terre des hommes que les plans initialement prévus pour fermer le camp d'O'Troa, dans la province de Sri Saket, ont été provisoirement suspendus, que le camp est toujours ouvert et que les organismes d'assistance concernés peuvent y accéder régulièrement.

VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME EN AFRIQUE AUSTRALE : RAPPORT DU GROUPE SPECIAL D'EXPERTS (point 5 de l'ordre du jour) (E/CN.4/1991/9 et 10; A/45/615)

CONSEQUENCES NEFASTES, POUR LA JOUISSANCE DES DROITS DE L'HOMME, DE L'ASSISTANCE POLITIQUE, MILITAIRE, ECONOMIQUE ET AUTRE ACCORDEE AU REGIME COLONIALISTE ET RACISTE D'AFRIQUE AUSTRALE (point 6 de l'ordre du jour) (E/CN.4/Sub.2/1990/13 et Add.1)

APPLICATION DE LA CONVENTION INTERNATIONALE SUR L'ELIMINATION ET LA REPRESSION DU CRIME D'APARTHEID (point 15 de l'ordre du jour) (E/CN.4/1991/40 et Add.1 et 2, 41 et 42; A/RES/45/90)

MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME D'ACTION POUR LA DEUXIEME DECENNIE DE LA LUTTE CONTRE LE RACISME ET LA DISCRIMINATION RACIALE (point 16 de l'ordre du jour) (E/CN.4/1991/45)

13. M. MARTENSON (Secrétaire général adjoint aux droits de l'homme), présentant les points 5, 6, 15 et 16 de l'ordre du jour, dit que ces points concernent l'un des principaux objectifs de l'Organisation des Nations Unies, à savoir l'élimination de la discrimination. La Charte elle-même insiste sur "l'égalité de droits des hommes et des femmes, ainsi que des nations, grandes et petites" et préconise également le respect des droits de l'homme "sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion".

14. Il est en effet indispensable d'éliminer le racisme et la discrimination raciale pour réaliser les buts de l'ONU que sont le maintien de la paix internationale et l'instauration de meilleures conditions de vie. La discrimination raciale peut susciter des conflits entre Etats qui risquent de s'envenimer et de compromettre la stabilité au sens plus général. Au sein de la société, la discrimination empêche les groupes et les citoyens de participer pleinement aux processus économiques, politiques et sociaux et d'exercer les droits dont ils peuvent se prévaloir.

15. L'objectif de l'élimination de la discrimination, et en particulier de la discrimination raciale, intéresse toutes les activités de l'Organisation des Nations Unies, qu'il s'agisse de l'application des traités, des situations en matière de droits de l'homme, des travaux de recherche et d'étude, de l'élaboration de normes ou des services consultatifs et de l'information.

16. Trois des quatre points à l'examen concernent la situation des droits de l'homme en Afrique du Sud et au titre du quatrième la Commission examinera la mise en oeuvre du Programme d'action pour la deuxième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale dans son ensemble.

17. En ce qui concerne le point 5 de l'ordre du jour, la question de la discrimination et, en particulier, de l'apartheid a revêtu une importance primordiale depuis la première session de l'Assemblée générale. D'emblée, le système odieux de l'apartheid, soit la forme la plus clairement institutionnalisée de racisme, a déclenché une action de l'Organisation des Nations Unies en vue de son élimination.

18. La Commission s'est intéressée très attentivement, depuis de nombreuses années, à l'élimination de l'apartheid et elle peut à juste titre être satisfaite du rôle qu'elle a joué pour la mise en place et le suivi d'un grand nombre de mesures et d'instruments qui sont devenus des armes particulièrement efficaces de l'arsenal de l'ONU pour lutter contre la discrimination raciale. Le Secrétaire général adjoint aux droits de l'homme songe, notamment, à la création du Groupe spécial d'experts, à l'étude sur les conséquences de l'assistance étrangère pour les droits de l'homme en Afrique du Sud et à la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid.

19. Depuis sa création en 1967, le Groupe spécial d'experts sur l'Afrique australe a tenu la Commission informée des violations graves des droits de l'homme institutionnalisées dans le système d'apartheid. Au cours des années, le mandat du groupe a été renforcé et élargi par diverses résolutions de la Commission et du Conseil économique et social.

20. Le rapport actuellement soumis à la Commission (E/CN.4/1991/10) est fondé sur une mission aux Etats de la ligne de front, en août et septembre 1990, mission qui a donné lieu à des auditions à Londres, Dar-es-Salaam, Lusaka et Harare. Cette mission a été menée en collaboration avec le Rapporteur spécial sur les exécutions sommaires ou arbitraires. Durant la mission, des informations ont été recueillies sur les politiques et les pratiques qui violent les droits de l'homme en Afrique australe et 64 témoins ont été entendus.

21. Le Président du Groupe spécial d'experts présentera le rapport du Groupe, dont il ressort que la situation des droits de l'homme reste grave malgré les quelques mesures encourageantes prises l'année passée. D'autres mesures positives viennent d'être annoncées en vue d'éliminer la base légale de la discrimination raciale. Néanmoins, la Commission sait bien que - comme le montre le rapport du Groupe spécial d'experts - d'autres mesures s'imposent pour assurer la démocratie, mettre fin aux violations, et notamment aux mauvais traitements infligés aux détenus, et faire en sorte que la situation réelle en matière de droits de l'homme de la population noire s'améliore effectivement une fois que les piliers de l'apartheid auront été détruits.

22. Au cours des années, le Groupe spécial d'experts, qui était le premier mécanisme d'enquête en matière de droits de l'homme créé par la Commission, a obtenu beaucoup de résultats. L'un des membres éminents du Groupe était le professeur Branimir Jankovic (Yougoslavie) et c'est avec tristesse que M. Martenson doit informer la Commission de son décès en septembre 1990. Un autre membre éminent du Groupe, M. Humberto Diaz Casanueva (Chili), a présenté sa démission pour des raisons de santé. M. Martenson rend hommage à la contribution précieuse de ces deux juristes distingués.

23. Quelques années après la création du Groupe spécial d'experts et devant la persistance du système d'apartheid, il est apparu nécessaire d'examiner l'assistance extérieure qui rend possible la perpétuation de ce phénomène. En 1973, la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités a décidé d'évaluer les conséquences néfastes pour la jouissance des droits de l'homme de l'assistance au régime colonialiste et raciste d'Afrique du Sud. Elle a recommandé, la même année, qu'un Rapporteur spécial soit chargé d'entreprendre cette tâche; la question a été depuis régulièrement examinée par la Sous-Commission, par la Commission et par l'Assemblée générale.

24. Le document de base pour ces activités est le rapport préparé et mis à jour chaque année par le Rapporteur spécial, M. Khalifa, avec la liste des banques, entreprises, sociétés transnationales et autres organisations qui aident le régime raciste d'Afrique du Sud.

25. La Commission est saisie du dernier rapport mis à jour, avec une analyse par le Rapporteur spécial des mesures de désinvestissement partiel adoptées par les entreprises étrangères et des initiatives prises par le Gouvernement sud-africain pour faire face aux sanctions et atténuer leur impact.

26. La Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid, adoptée par l'Assemblée générale le 30 novembre 1973, est entrée en vigueur le 18 juillet 1976. A ce jour, 88 Etats l'ont ratifiée ou y ont adhéré. La Convention assimile l'apartheid à un crime contre l'humanité par lequel on entend les actes "commis en vue d'instituer ou d'entretenir la domination d'un groupe racial d'êtres humains sur n'importe quel autre groupe racial d'êtres humains et d'opprimer systématiquement celui-ci". Une multitude d'actes de cette nature sont énumérés dans la Convention elle-même.

27. Aux termes de la Convention, les Etats parties s'engagent à soumettre périodiquement des rapports sur les mesures législatives, judiciaires, administratives ou autres qu'ils ont prises pour donner effet aux dispositions de la Convention. Ces rapports sont examinés par un groupe composé de trois membres de la Commission, qui sont en même temps des représentants d'Etats parties à la Convention.

28. Depuis sa première session en 1978, le Groupe des Trois a examiné 127 rapports présentés par 54 Etats parties et a formulé un certain nombre de recommandations concernant les mesures qui doivent être prises par les Etats parties, par la Commission et par le Groupe lui-même pour donner effet à la Convention. Malheureusement, beaucoup de rapports sont en retard.

29. La Commission est saisie du rapport du Groupe des Trois sur sa session de 1991 (E/CN.4/1991/42), qui sera présenté par Mme Narcisa L. Escaler, son président/rapporteur, ainsi que d'une note relative à l'état de la Convention et aux rapports devant être présentés dans son cadre (E/CN.4/1991/40).

30. Au début des années 70, l'Organisation des Nations Unies a ressenti la nécessité de prendre des mesures spéciales pour mobiliser l'opinion et galvaniser les activités afin de lutter dans une perspective mondiale contre le racisme et la discrimination raciale. C'est ainsi que l'Assemblée générale a proclamé 1973-1983 Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale et 1983-1993, deuxième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale. Les objectifs essentiels de la deuxième Décennie consistent à promouvoir les droits de l'homme et les libertés fondamentales pour tous sans distinction de race, de couleur, d'ascendance ou d'origine nationale ou ethnique, d'éliminer les préjugés et la discrimination raciale et d'abolir les régimes et les politiques fondés sur le racisme.

31. Un large Programme d'action pour la deuxième Décennie a été approuvé par l'Assemblée générale et complété par des plans d'activités détaillés pour les périodes 1985-1989 et 1990-1993. Les activités en question touchent notamment à la lutte contre l'apartheid, à l'éducation, l'enseignement et la formation, à l'information, à la protection des minorités, des travailleurs migrants et des populations autochtones, à l'application des conventions internationales et aux lois, institutions et procédures de recours au niveau national.

32. Au cours de l'année écoulée, le Centre pour les droits de l'homme a résolument poursuivi ses activités en vue d'éliminer toutes les formes de discrimination raciale et de mettre en oeuvre le Programme, dans la mesure des ressources disponibles. Malheureusement, le fait que le Programme de la Décennie ne bénéficie pas de ressources assurées nuit beaucoup à sa mise en oeuvre.

33. En sa capacité de Coordonnateur du Programme d'action pour la deuxième Décennie au niveau du système des Nations Unies, le Secrétaire général adjoint aux droits de l'homme s'est attaché à donner une priorité spéciale aux efforts de l'ONU dans ce domaine. La lutte contre le racisme concerne tout le monde et l'un des objectifs de M. Martenson est d'alerter chaque organe de l'ONU sur la nécessité de prendre des mesures contre la discrimination raciale, afin que toutes les activités de l'Organisation se renforcent mutuellement. Pour cela, il a organisé en mai 1990 une consultation interinstitutions, à l'issue de laquelle chaque institution ou organisme a été prié de désigner un point central pour les activités de lutte contre la discrimination raciale. Une autre consultation interinstitutions se tiendra au début du printemps 1991.

34. L'une des activités essentielles du programme en 1990 a été le Séminaire sur les facteurs politiques, historiques, économiques, sociaux et culturels qui contribuent au racisme, à la discrimination raciale et à l'apartheid, qui s'est tenu à Genève en décembre 1990. Ce séminaire, organisé à la demande de la Commission, a réuni des représentants des Etats Membres, des organes de l'ONU, des institutions spécialisées et des organisations non gouvernementales afin d'examiner les causes et les manifestations actuelles du racisme et de la discrimination raciale, l'accent étant mis sur diverses formes de discrimination dont les groupes vulnérables sont l'objet.

35. Les observations des participants sur les divers facteurs qui contribuent au racisme et à la discrimination raciale ont été récapitulées dans 21 conclusions et recommandations adoptées par le Séminaire. Le rapport du Séminaire, avec les recommandations, est soumis à la Commission à sa présente session, en même temps que les documents d'information, les documents de travail et autres documents pertinents.

36. Un élément crucial auquel il faudrait accorder plus d'attention à l'avenir est l'éducation et sa contribution possible à l'instauration d'un climat de tolérance et de compréhension mutuelles entre les différentes communautés. A ce propos, il ne faut pas perdre de vue la valeur des différentes cultures et le fait que chacune d'elles représente une part importante du patrimoine commun de tous. L'éveil de la sensibilité dès les premières années de la scolarité et des programmes d'action communautaire élargis sont de précieux auxiliaires pour réaliser cet objectif.

37. L'expérience a montré que les commissions chargées des relations communautaires pouvaient contribuer utilement à renforcer la tolérance. Ces institutions ont souvent obtenu des résultats positifs qui dépassent de loin leur coût. Elles peuvent être créées non seulement dans les régions où des tensions se sont effectivement fait sentir, mais aussi d'une manière générale dans toutes les communautés, afin de renforcer la compréhension actuelle entre les groupes et de détecter à l'avance les germes des tensions futures. La mise en place d'ombudsman nationaux chargés des questions de discrimination raciale s'est également révélée efficace et le Secrétaire général adjoint aux droits de l'homme a proposé au Séminaire que l'on envisage d'en désigner dans chaque pays.

38. Les effets néfastes de la discrimination, sur le plan tant national qu'international, ont été largement démontrés et semblent justifier un engagement solennel de tous les responsables et les organismes nationaux contre ce phénomène. Cette responsabilité n'incombe pas exclusivement aux Etats. En fait, il est plus important, pour reprendre les termes de la Déclaration universelle des droits de l'homme, que "tous les individus et tous les organes de la société" oeuvrent pour la tolérance et rejettent la discrimination et les préjugés. Ceci concerne les syndicats, les associations d'enseignants et les partis politiques, mais les responsables religieux, spirituels et culturels ont un rôle tout aussi utile à jouer.

39. La Commission a une contribution importante à faire à la lutte pour l'égalité et contre la discrimination à travers ses délibérations et ses décisions sur la deuxième Décennie, au titre du point 16. Comme la Commission l'a décidé à sa session précédente, le sujet de l'examen thématique retenu pour 1991 est "Moyens de refuser un appui aux régimes racistes en vue de les amener à changer leurs politiques". Un autre sujet de discussion est la recommandation de la Sous-Commission tendant à ce qu'une troisième décennie de lutte contre le racisme soit déclarée. M. Martenson a fait des suggestions à cet égard dans sa déclaration à la séance d'ouverture de la session de la Commission.

40. Le Secrétaire général adjoint aux droits de l'homme est sûr que les débats et les décisions de la Commission sur ces points particulièrement importants de l'ordre du jour contribueront très utilement à orienter et à diriger les activités de l'Organisation des Nations Unies en matière de lutte contre la discrimination.

41. Mme ESCALER (Philippines), présentant le rapport du Groupe des Trois créé conformément à la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid (E/CN.4/1991/42), dit que le Groupe a examiné le deuxième rapport périodique du Panama (E/CN.4/1991/40/Add.1) et le rapport initial de la Bolivie (E/CN.4/1991/40/Add.2); le Groupe a noté que ces Etats parties s'étaient acquittés des engagements qu'ils avaient contractés au regard de la Convention. Le Groupe a également examiné, à la lumière des opinions exprimées par deux Etats parties, la nature et l'importance du rôle des sociétés transnationales en Afrique du Sud.

42. Résumant les conclusions et les recommandations formulées par le Groupe à la section V de son rapport, Mme Escaler dit que le Groupe a remercié les représentants du Panama et de la Bolivie, noté avec préoccupation que seuls deux Etats parties avaient présenté des rapports périodiques depuis la quarante-sixième session de la Commission, pris note avec regret du nombre de rapports qui n'avaient pas encore été soumis et prié instamment les Etats parties concernés de présenter sans délai leurs rapports afin de s'acquitter de leurs obligations. Mme Escaler attire l'attention sur les appels lancés par le Groupe au paragraphe 28 du rapport et sur la recommandation du Groupe figurant au paragraphe 40, aux termes de laquelle le Groupe devrait se réunir tous les deux ans et non plus tous les ans compte tenu de la modification de la périodicité pour la présentation des rapports.

43. En concluant son rapport, le Groupe réitère sa conviction que des efforts sérieux doivent être consentis pour mettre fin aux politiques et aux pratiques d'apartheid du Gouvernement sud-africain grâce à des négociations fondées sur le principe de la justice et de la paix pour tous et il a exprimé l'avis que,

nonobstant les progrès limités de l'année passée, le maintien de sanctions et d'autres formes de pression restait un moyen efficace et primordial de mettre fin au système d'apartheid en Afrique du Sud.

44. M. AMOO-GOTTFRIED (Ghana), déclare, après avoir félicité le Groupe spécial d'experts sur l'Afrique australe pour son rapport (E/CN.4/1991/10), qu'en dépit des bonnes intentions manifestées par le président de Klerk lorsque celui-ci a annoncé des projets de réforme politique, la situation dans la pratique n'a pas évolué et que l'avertissement du Groupe africain, qui préconise plus de prudence et moins d'euphorie, semble justifié. Il ressort des informations émanant d'Afrique du Sud que la police continue à disposer de pouvoirs considérables pour arrêter et interroger des personnes sans inculpation et que des actes de violence se perpétuent, soit avec la complicité de la police, soit avec la participation des forces de sécurité ou des extrémistes blancs, le tout combiné systématiquement de telle sorte que ces actes soient mis sur le compte d'affrontements entre factions noires rivales. Des assassinats ont également été signalés et il ressort apparemment des aveux du capitaine Dirk Coetzee que les autorités sud-africaines devraient en être tenues responsables dans plusieurs cas.

45. Nonobstant les prétendues réformes politiques, l'article 29 de l'Internal Security Act (loi sur la sécurité intérieure) reste en vigueur. Il a été noté aussi que plusieurs cas de décès s'étaient produits au moment de l'arrestation ou durant la détention préventive. Il est également mentionné dans le rapport qu'en Afrique du Sud les enfants continuent d'être arrêtés, torturés, maltraités et persécutés s'ils organisent des manifestations de protestation dans les établissements scolaires.

46. La délégation ghanéenne souscrit donc à la conclusion du Groupe de travail selon laquelle, malgré les mesures positives et encourageantes annoncées par les dirigeants sud-africains, l'injustice et les actes inhumains continuent de prédominer dans la vie de la population noire d'Afrique du Sud. Elle regrette également que bien qu'un certain nombre de pays aient réduit leur commerce avec l'Afrique du Sud, d'autres pays d'Extrême-Orient et d'Europe tentent de combler le vide ainsi créé et sapent, par là même, l'action internationale menée contre l'Afrique du Sud tout en prolongeant les souffrances de la majorité noire.

47. La délégation ghanéenne félicite les Etats parties qui ont présenté des rapports en application de l'article VII de la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid. Elle espère que les Etats qui ne l'ont pas encore fait ratifieront cet instrument ou y adhéreront sans tarder, compte tenu des signaux contradictoires provenant d'Afrique du Sud. Elle engage, en particulier, tous les Etats dont les sociétés transnationales continuent à entretenir des relations économiques avec l'Afrique du Sud à prendre des mesures pour mettre fin à ces relations.

48. Bien que la délégation ghanéenne se félicite des nouvelles mesures de réforme politique annoncées récemment par le régime sud-africain, qui constituent un pas dans la bonne direction, elle estime qu'il faut se garder de toute euphorie et déplore la décision apparemment hâtive qu'ont prise certains pays de lever les sanctions. Les événements de l'année écoulée incitent à penser qu'il faudra maintenir les pressions internationales afin que les organes de l'Etat en Afrique du Sud démontrent qu'ils sont capables et désireux à la fois de donner pleinement effet à ces mesures.

49. La délégation ghanéenne se joint donc aux responsables des mouvements de libération d'Afrique du Sud pour réclamer le maintien des sanctions jusqu'à ce que tous les prisonniers politiques aient été libérés, que le principe d'un homme, une voix, ait été introduit et que le retour des exilés politiques ait été facilité. Tout en se félicitant des déclarations positives faites par le Gouvernement sud-africain et des mesures qu'il a adoptées, elle met donc en garde contre tout relâchement des pressions jusqu'à ce que le démantèlement de l'apartheid ait atteint un stade irréversible.

50. La délégation ghanéenne souscrit à toutes les recommandations du Groupe spécial d'experts, qu'elle engage la Commission à adopter.

51. M. de RIVERO (Pérou) dit que, quand la Commission a engagé sa lutte décisive contre l'apartheid en 1967, le Pérou était à l'avant-garde de cette action et était membre fondateur du Groupe spécial d'experts sur l'Afrique australe. Depuis, sa délégation n'a jamais été pessimiste, sceptique ou indifférente vis-à-vis de l'apartheid, même quand ce dernier semblait être un élément incontournable de la politique de l'Afrique du Sud blanche. Le Pérou a prit part activement à la préparation de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et de la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid. Il est membre du Comité spécial contre l'apartheid et il a présidé la Conférence mondiale sur l'adoption de sanctions contre l'Afrique du Sud raciste, qui s'est tenue en juin 1986, ainsi que l'équipe spéciale sur les détenus politiques en Afrique du Sud qui s'est réunie de 1986 à 1988.

52. On voit enfin apparaître des signes de progrès dans la lutte contre l'apartheid; les dirigeants blancs d'Afrique du Sud ont commencé à admettre que cette politique n'avait fomenté que la haine, la confrontation, la mort, et l'opprobre mondial, et que le pays devait inévitablement progresser vers une démocratie dont aucun groupe ethnique ne serait exclu.

53. Ainsi, le début des années 90 a été marqué par des changements inimaginables il y a peu de temps encore : Nelson Mandela a été libéré après 27 années de captivité, Oliver Tambo a pu rentrer d'exil et les partis d'opposition politique ont été légalisés; l'état d'urgence a été levé dans l'Etat libre d'Orange, dans la province du Cap et au Natal; la Separate Amenities Act (loi sur les aménagements séparés) a été abolie; et il a été créé des commissions chargées d'enquêter sur les forces de sécurité. Parmi les autres mesures similaires annoncées récemment à l'occasion de l'ouverture du Parlement sud-africain figurent des propositions tendant à abolir la Group Areas Act (loi sur la séparation des populations), la Lands Act (loi foncière) et la Population Registration Act (loi sur l'enregistrement de la population).

54. La délégation péruvienne pense, comme l'African National Congress, que ces mesures marquent une étape positive au regard du principe qui veut que l'Afrique du Sud soit une nation unique et que le gouvernement tire sa légitimité des gouvernés; il faut instaurer un climat propice à l'élaboration d'une nouvelle constitution par une assemblée constituante élue sur la base de l'égalité de tous les citoyens. Parmi les mesures importantes aussi pour le progrès, on peut mentionner l'abrogation des lois sur la sécurité, le retour des exilés, la cessation des actes de violence commis par les groupes paramilitaires d'extrême droite et l'égalité de suffrage. La délégation

péruvienne se félicite en outre de l'accord intervenu récemment entre Nelson Mandela et le chef Buthelezi, car un climat de conciliation et de confiance entre factions politiques noires rivales est essentiel. Néanmoins, il reste à faire une longue route semée d'embûches, avec les efforts attentifs de la part des Sud-Africains et la vigilance de la communauté mondiale que cela implique.

55. M. ZHAN Daode (Chine) dit que l'un des principaux objectifs de l'Organisation des Nations Unies consiste à promouvoir l'égalité raciale. Grâce aux efforts déployés depuis tant d'années, la majorité des pays et des peuples ont admis que le principe de l'égalité complète, indépendamment de la race, de la couleur ou de l'origine ethnique, était un droit de l'homme fondamental. Il est particulièrement encourageant que l'accession à l'indépendance nationale du peuple namibien, qui a obtenu cette victoire grâce au combat sans relâche qu'il a mené avec l'aide de la communauté internationale, ait été encore un progrès réalisé l'année passée; la délégation chinoise félicite cordialement la délégation d'observation de la Namibie qui, pour la première fois, assiste à une session de la Commission.

56. Toutefois, le peuple noir d'Afrique du Sud reste soumis au système barbare de l'apartheid rejeté depuis longtemps par le monde civilisé. La lutte sans relâche du peuple noir et les sanctions permanentes de la communauté internationale ont enfin commencé à obliger les autorités sud-africaines à prendre certaines mesures en vue d'une solution politique, telles que la suppression progressive de l'état d'urgence, la libération de certains militants noirs et la levée de l'interdiction frappant l'African National Congress et d'autres organisations antiracistes. Mais parallèlement, les autorités n'ont pas encore aboli la législation fondamentale de l'apartheid. Le système d'apartheid a des racines profondes et il ne disparaîtra pas de son propre chef.

57. Loin de relâcher ses efforts, la communauté internationale doit donc renforcer son soutien aux mouvements de libération nationale et aux Etats de la ligne de front et continuer à imposer des sanctions au régime sud-africain jusqu'à ce que celui-ci mette fin à ses politiques racistes. La Déclaration sur l'apartheid et ses conséquences destructrices en Afrique australe, adoptée par l'Assemblée générale dans sa résolution S-16/1, énonce explicitement des principes et des programmes d'action en vue du règlement de la question sud-africaine. Il faut espérer que les autorités sud-africaines interpréteront correctement la situation actuelle, s'efforceront de prendre les initiatives nécessaires à un règlement politique conformément à cette déclaration et adopteront des mesures fondamentales pour abolir le système d'apartheid, afin que toute la population sud-africaine, indépendamment de sa race, de sa couleur ou de son sexe, puisse bénéficier de droits égaux.

58. Le Gouvernement et le peuple chinois, qui se sont toujours résolument opposés au racisme, continueront à appuyer le peuple d'Afrique du Sud jusqu'à ce qu'il réussisse à éliminer l'apartheid. La Chine demande à la communauté internationale d'aider davantage le peuple sud-africain, les organisations qui luttent contre l'apartheid en Afrique du Sud et les Etats voisins, notamment en continuant à coordonner son action en vue d'imposer des sanctions efficaces. Elle prie instamment, en particulier, les pays qui peuvent exercer une influence politique, économique et militaire sur l'Afrique du Sud de s'associer aux efforts tendant à éliminer l'apartheid et à mettre fin à la domination raciste dans ce pays.

59. Mme REGAZZOLI (Argentine) dit que la paix et l'harmonie mondiales ne peuvent être assurées que par le respect de tous les droits de l'homme considérés comme un ensemble indivisible, afin que chaque nation puisse accéder à la justice sociale, à la liberté économique et à la souveraineté politique. A ce propos, plusieurs événements intervenus durant l'année écoulée, y compris la légalisation de l'ANC et la libération de Nelson Mandela, incitent à l'optimisme. Pour la communauté mondiale, les mesures annoncées dans le but d'abolir le système qui sanctionne la discrimination raciale en Afrique australe - seul système de violation massive des droits de l'homme existant dans le monde - signifient que l'institution odieuse de l'apartheid sera entièrement démantelée.

60. La délégation argentine reste préoccupée, cependant, par la persistance de certains phénomènes relevés dans le rapport du Groupe spécial d'experts sur l'Afrique australe (E/CN.4/1991/10), tels que la torture systématique d'enfants et d'adolescents en détention et leur persécution une fois qu'ils ont été remis en liberté.

61. C'est à juste titre que les programmes pour la deuxième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale mettent l'accent sur le système grotesque de l'apartheid, système qui ne peut être ni amendé ni transformé, mais seulement éliminé totalement. La perpétuation de l'existence de ce système est un affront à la conscience de l'humanité et ne peut plus être tolérée.

62. Il faut espérer que le Gouvernement sud-africain permettra au Groupe spécial d'experts de se rendre dans le pays afin d'y enquêter conformément à son mandat et qu'il honorera, dès que possible, son engagement d'abolir les lois d'apartheid et de favoriser les négociations avec les responsables de la population majoritaire. Le gouvernement de Pretoria a enfin compris, on peut l'espérer, que seule une société libre et pluraliste, dont tous les habitants auront des droits égaux, garantira un avenir de paix et de prospérité en Afrique du Sud.

63. M. HARUN-UR-RASHID (Bangladesh) dit que pour sa délégation, il est encourageant que le Secrétaire général adjoint aux droits de l'homme ait pris l'initiative d'organiser l'année précédente une consultation interinstitutions pour assurer que les activités des autres organismes des Nations Unies répondent à l'objectif que constitue la prévention de la discrimination raciale.

64. Les changements politiques intervenus récemment dans le monde entier, et notamment le déclin de la confrontation idéologique bipolaire, ont offert des opportunités nouvelles de coopération internationale dans le domaine des droits de l'homme. Tout le monde reconnaît que les violations des droits de l'homme représentent une menace grave pour la paix. Cependant, malgré la proclamation de la deuxième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, le racisme perdure. Les signes inquiétants d'un renforcement de l'extrême droite et du nationalisme virulent laissent penser que des cas de racisme et d'antisémitisme pourraient se produire. Le monde est entré dans une phase nouvelle et inconnue, dans laquelle il faut éviter le chaos et assurer le respect des droits de l'homme.

65. Les discussions quant à la nécessité de lutter contre le racisme et la discrimination raciale conduisent tout naturellement à examiner la situation en Afrique du Sud. La Commission est saisie à ce propos de trois documents : le rapport du Groupe des Trois (E/CN.4/1991/42); le rapport mis à jour par le Rapporteur spécial de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités (E/CN.4/Sub.2/1990/13 et Add.1); et le rapport final du Groupe spécial d'experts sur l'Afrique australe (E/CN.4/1991/10).

66. Le rapport du Groupe des Trois met en lumière la nature de l'exploitation des ressources et des habitants de l'Afrique du Sud au détriment de la majorité de la population et recommande, entre autres, que les Etats parties à la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid renforcent leur coopération au niveau international et prennent des mesures répondant aux décisions du Conseil de sécurité.

67. Dans son rapport, le Rapporteur spécial s'attache aux circonstances dans lesquelles les sanctions commerciales sont contournées, aux insuffisances des mesures adoptées par les gouvernements par rapport aux résolutions du Conseil de sécurité et à l'accroissement sensible des exportations vers l'Afrique du Sud, tandis que le Groupe spécial d'experts souligne clairement dans son rapport la nature des violations des droits de l'homme en Afrique du Sud.

68. La délégation bangladeshi souscrit aux recommandations contenues dans ces trois rapports.

69. Durant ces derniers jours, le monde a été informé de l'intention du régime sud-africain d'abroger les lois notoires sur lesquelles repose l'apartheid. Cette initiative est bienvenue et positive. En même temps, la délégation bangladeshi comprend parfaitement la mise en garde du Président adjoint de l'ANC et convient que les sanctions ne doivent pas être assouplies tant que les progrès en vue de l'élimination de l'apartheid ne seront pas devenus irréversibles.

70. Le Bangladesh a toujours été pour l'élimination du système odieux de l'apartheid, qui est intolérable non seulement au regard des principes du droit international, mais aussi du point de vue de la dignité humaine. Il est donc partie à la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid, dont il applique les dispositions. La délégation bangladeshi demande aux Etats qui ne l'ont pas encore fait de ratifier cette convention et d'y adhérer sans plus tarder.

71. Les libertés et les droits fondamentaux garantis au sens de la Déclaration universelle des droits de l'homme ont été incorporés à la Constitution du pays et leur application est assurée par les tribunaux. En plus des dispositions constitutionnelles interdisant la discrimination sur la base de la race, de la caste, de la conviction ou du sexe, il existe aussi des dispositions relatives aux délits en rapport avec l'apartheid. L'adhésion totale du Gouvernement bangladeshi à l'élimination de l'apartheid est démontrée par sa participation à l'action internationale visant à instaurer en Afrique du Sud une démocratie non raciale sur la base du suffrage des adultes.

72. M. AZIKIWE (Observateur du Nigéria) dit que, même si l'élimination de l'apartheid et de la discrimination raciale continue à faire l'objet d'une attention prioritaire, le problème n'est toujours pas réglé. La délégation nigériane réitère son rejet et sa condamnation de l'apartheid et, tout

en félicitant la communauté internationale des mesures qu'elle a prises contre l'apartheid année après année, elle note que si ce système persiste en Afrique du Sud, c'est la communauté internationale dans son ensemble qu'il faut blâmer. L'apartheid continue d'empêcher l'exercice du droit des peuples à l'autodétermination et est la cause première de la crise et de l'instabilité en Afrique du Sud.

73. La teneur du rapport du Groupe spécial d'experts sur l'Afrique australe (E/CN.4/1991/10) suscite une grave préoccupation et une grande indignation. Ce rapport révèle que de fréquentes violations individuelles et massives des droits de l'homme continuent de se produire en Afrique du Sud. Il cite le cas de personnes exilées ayant bénéficié d'une amnistie du Gouvernement de Pretoria dans le cadre de l'amnistie générale décrétée l'année précédente et qui ont été arrêtées ultérieurement alors qu'elles rentraient en Afrique du Sud. Le Groupe de travail a fait état de nombreux cas de violations du droit à la vie. Les cas de torture d'hommes, de femmes et d'enfants d'âge scolaire se perpétuent. Le rapport relève aussi une intensification des activités de l'extrême droite et des conservateurs, dont le but déclaré est d'empêcher le démantèlement de l'apartheid et de lui rendre sa forme initiale.

74. Dans l'évaluation de l'année considérée dans le rapport, il est dit qu'en dépit de certaines déclarations d'intention du Gouvernement sud-africain visant le changement, de l'avis du Groupe spécial d'experts la situation en Afrique du Sud reste inchangée ou s'est aggravée et il y a des contradictions dans l'attitude du Gouvernement sud-africain. La délégation nigériane appuie les recommandations du Groupe qui, si elles sont intégralement appliquées, accéléreront l'élimination de l'apartheid, et elle est favorable au renouvellement du mandat du Groupe.

75. En dépit du fait que l'apartheid se perpétue, la délégation nigériane ne peut pas ignorer les développements positifs et encourageants qui interviennent en Afrique du Sud. En février 1990, le président de Klerk a annoncé des mesures de vaste portée et l'abrogation de plusieurs lois afin de réformer l'apartheid. Dans l'allocution qu'il a prononcée quelques jours auparavant, le Président a encore fait état de son intention de renoncer à l'apartheid et de s'engager dans un processus de "réforme fondamentale".

76. Il faut néanmoins rappeler, à ce propos, que l'apartheid ne peut pas être réformé, mais doit être totalement éliminé. De plus, malgré l'intention exprimée par le gouvernement d'abroger la Lands Act (loi foncière), la Group Areas Act (loi sur la séparation des populations) et la Development of Black Communities Act (loi sur le développement des communautés noires), les propositions en question doivent encore être approuvées par le Parlement avant d'acquiescer force de loi. Il existe d'autres mesures législatives racistes que le gouvernement ne peut pas, de son propre aveu, abroger, telles que la Population Registration Act (loi sur l'enregistrement de la population) qui classe les Sud-Africains de la naissance à la mort. En outre, la Constitution reste un document raciste, qui empêche la majorité autochtone d'accéder au pouvoir politique.

77. La délégation nigériane rend hommage au courage et à l'initiative du président de Klerk. L'évolution vers le libéralisme est positive. Les développements récents ont atténué les divergences avec les représentants de la majorité autochtone d'Afrique du Sud et les mouvements de libération

nationale et contribué à créer un climat propice à un dialogue constitutionnel entre le gouvernement et ces représentants. Mais on ne peut pas encore affirmer que ces changements aient engagé l'Afrique du Sud sur la voie d'une évolution irréversible en vue d'éliminer l'apartheid. Cette irréversibilité devra être démontrée par la participation constitutionnelle légitime de la majorité autochtone et par son engagement actif dans le processus tendant à éliminer totalement l'apartheid et à créer une Afrique du Sud libre, unie et démocratique.

78. A ce propos, la délégation nigériane appuie la position des mouvements de libération nationale, et en particulier de l'ANC, qui pensent que le gouvernement ne peut pas présider la transition vers la démocratie et être en même temps partie aux négociations portant sur ces changements, puisque les deux rôles sont contradictoires. Elle demande donc qu'une assemblée constituante démocratiquement élue régleme la transition vers une Afrique du Sud libre, unie et démocratique. Le Gouvernement nigérian continuera d'accorder tout l'appui diplomatique, politique et matériel nécessaire aux mouvements de libération nationale afin d'atteindre ces objectifs.

79. La délégation nigériane engage donc instamment la communauté internationale à maintenir les sanctions existantes en attendant qu'il ait été fait la preuve d'une évolution irréversible en vue d'éliminer l'apartheid par la création d'une Afrique du Sud libre, non raciale et démocratique fondée sur le principe d'un homme, une voix. Dans ce contexte, M. Azikiwe engage les entités qui continuent d'aider l'Afrique du Sud et d'entretenir des relations commerciales avec elle à ne plus le faire et à contribuer à maintenir les sanctions imposées à ce pays. Il est incontestable que c'est essentiellement la menace de sanctions ou le recours à des sanctions contre l'Afrique du Sud, joints à la résistance active de la population, qui ont obligé le gouvernement à entreprendre une politique de libéralisation et de changement.

80. En ce qui concerne le rapport sur l'application de la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid (E/CN.4/1991/42), la délégation nigériane prend note avec préoccupation du petit nombre d'Etats parties qui ont présenté leur rapport périodique et prie ceux qui ne l'ont pas encore fait de s'acquitter de cette obligation dès que possible. Elle prie également instamment les Etats qui n'ont pas ratifié la Convention ou qui n'y ont pas adhéré de le faire, en particulier les pays qui ont une autorité légale sur les sociétés transnationales opérant en Afrique du Sud. La délégation nigériane souscrit pleinement aux conclusions et aux recommandations contenues dans le rapport du Groupe des Trois (E/CN.4/1991/42).

81. Il est incontestable que l'Organisation des Nations Unies continue à jouer un rôle important dans la lutte contre le racisme. Le Programme d'action de la deuxième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale atteste pratiquement du souci de l'ONU de concrétiser les déclarations et les efforts menés sur le plan normatif. Cette stratégie a permis de coordonner les activités des Etats Membres et des organisations internationales et non gouvernementales qui luttent contre le racisme.

82. De l'avis de la délégation nigériane, la question de la mise en oeuvre du Programme d'action doit continuer à être examinée à titre prioritaire par la Commission, en mettant l'accent en particulier sur la lutte contre l'apartheid. Si la délégation nigériane appuie le plan d'activités pour

la seconde moitié de la deuxième Décennie, elle souhaiterait que l'on s'attache davantage à organiser un plus grand nombre de séminaires, de colloques et de conférences. Il conviendrait, en outre, d'intensifier les efforts permettant d'apporter une assistance et des secours aux victimes du racisme et de la discrimination raciale.

83. La délégation nigériane est heureuse d'avoir participé aux travaux consacrés au projet de convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et de leurs familles. Elle espère que l'intérêt suscité par le sort des travailleurs migrants ne faiblira pas et que d'autres solutions seront proposées pour améliorer leurs conditions de vie et leur apporter des secours et une assistance. Tout en souscrivant aux recommandations contenues dans le rapport du Secrétaire général (E/CN.4/1991/43), la délégation nigériane déplore que certains des éléments du plan d'activités pour la première moitié du Programme d'action n'aient pas encore été réalisés. Elle demande aux autorités du secrétariat concernées de dégager les ressources voulues, sur autorisation de l'Assemblée générale, pour mettre en oeuvre toutes les activités approuvées par l'Assemblée générale.

84. M. PHEKO (Pan Africanist Congress of Azania) dit que le 1er février 1991, alors qu'en Afrique du Sud M. de Klerk s'adressait au Parlement minoritaire raciste au Cap, plusieurs organisations politiques tenaient une manifestation de masse à l'extérieur du Parlement pour réclamer la création immédiate d'une assemblée constituante élue chargée d'élaborer pour le pays une nouvelle constitution démocratique à majorité non raciale. Au Parlement, M. de Klerk a déclaré qu'il envisageait de suspendre ou d'abolir certaines des lois d'apartheid que le PAC a qualifiées de "piliers de l'apartheid". Cette intention est bienvenue, mais il reste à la transcrire dans les faits.

85. Le 2 février 1990, le régime raciste sud-africain a annoncé qu'il lèverait l'interdiction frappant les organisations politiques africaines opposées à l'apartheid et au colonialisme et engagerait des négociations avec elles sur les changements à apporter à la Constitution afin de démanteler l'apartheid. Neuf jours plus tard, le régime de Pretoria a libéré Nelson Mandela. Plus de 3 000 détenus politiques, cependant, sont toujours en prison. On s'attend qu'ils soient libérés sous quelques semaines et que tous les exilés politiques qui le souhaitent puissent rentrer chez eux à leur convenance. Toutefois, les mois ont passé sans qu'aucun changement fondamental n'intervienne, à l'exception de l'assassinat en masse d'Africains à une échelle voisine du génocide.

86. On estime que quelque 10 000 Africains ont été massacrés de février à décembre 1990. A propos de la violence en Afrique du Sud, il est important de comprendre que les Africains sont un peuple colonisé vivant sous un régime raciste, qui a une obligation morale et légale de protéger tous les habitants du pays. Les faits démontrent que si des Blancs sont tués par des Africains, les responsables sont toujours arrêtés. Mais si des Blancs ou leurs agents tuent des Africains, ou si des Africains tuent d'autres Africains, les coupables sont rarement retrouvés. Il semble que l'on conspire pour anéantir la population africaine ou, tout du moins, pour la réduire en importance.

87. Comme les médias sont contrôlés par des forces possédant des intérêts économiques et autres en Afrique du Sud, ils présentent un tableau optimiste des "changements merveilleux" dans ce pays. Toutefois, les partisans les plus convaincus d'une réforme de l'apartheid, par opposition au démantèlement de ce système odieux, ont eux-mêmes reconnu que la déclaration sensationnelle faite en février 1990 par M. de Klerk ne s'était pas concrétisée.

88. L'un de ces partisans, Allister Sparks, a souligné dans un article de l'Observer qu'il existait des preuves accablantes attestant que des opposants du régime sud-africain étaient tués par la police de M. de Klerk. A ce propos, M. Makwetu, le Président du PAC, a noté dans un communiqué de presse, le 1er février 1991, que M. de Klerk ne soufflait mot des activités meurtrières des commandos et des forces de sécurité et qu'il n'avait été fait aucune référence au châtimement des coupables. Encore plus inquiétant, le régime sud-africain a prévu dans son budget de la défense cinq milliards de rands pour des opérations secrètes et pour l'acquisition d'armes.

89. Dans une allocution prononcée le 19 avril 1990, M. de Klerk a été clair et honnête. Il a rejeté le gouvernement par la majorité, qu'il a qualifié de simpliste et d'inapproprié pour un pays comme l'Afrique du Sud, et dit qu'une prétendue constitution nouvelle devrait être approuvée par les électeurs de la minorité raciste dans le cadre d'un référendum ou d'une élection. M. de Klerk a fait savoir aux membres de la minorité blanche qu'un rôle clé les attendait dans le nouveau système et dit que ceux qui jouissaient actuellement de droits politiques sans restriction n'étaient pas prêts à se retirer en s'excusant de la scène de l'histoire.

90. Il existe de fortes présomptions que par "négociations" le régime de M. de Klerk entend collusion, reddition et cooptation des Africains dépossédés dans le régime d'apartheid. Comme ne participent à ces "négociations" ni Président ni médiateur impartial de la communauté internationale, M. de Klerk est à la fois joueur et arbitre, avocat général et juge, oppresseur et soi-disant "libérateur".

91. Le 7 août 1990, M. de Klerk a envoyé à feu le Président du PAC, M. Mothopeng, un émissaire invitant le PAC à des pourparlers. Le PAC, qui croit réellement à la démocratie, a fait savoir qu'il était prêt à négocier quand le gouvernement par la majorité, la répartition des ressources, et plus particulièrement des terres, et l'élection d'une assemblée constituante sur une base non raciale d'un homme une voix avec un registre électoral commun figureraient à l'ordre du jour des négociations. Seuls des représentants du peuple démocratiquement élus peuvent être fondés à revendiquer un mandat pour déterminer la nature et le contenu de la nouvelle constitution.

92. En outre les Blancs, qui constituent seulement 13 % de la population d'Afrique du Sud, se sont appropriés 106 800 000 hectares de terre, ne laissant que 15 200 000 hectares de terre aride à 36 millions d'Africains. Les colons blancs contrôlent 80 % de la richesse du pays. L'apartheid ne peut être démantelé sans redresser ce déséquilibre économique qui fait que la majorité africaine autochtone connaît la pauvreté, la maladie, le sous-développement, un taux de mortalité infantile très élevé et une espérance de vie très brève.

93. A son Congrès national de décembre 1990, le PAC a rappelé ses conditions pour la négociation et décidé que les sanctions actuelles contre le régime sud-africain devaient être renforcées. A ce propos, M. Pheko fait savoir que la Conférence des 19 pays africains membres de la zone d'échanges préférentiels, qui s'est tenue au Swaziland en novembre 1990, a elle aussi réclamé des sanctions pour veiller à ce que M. de Klerk ne renie pas ses engagements.

94. En 1990, la situation des droits de l'homme en Afrique du Sud a atteint un degré de gravité sans précédent. La Commission des droits de l'homme à Johannesburg a signalé que de février à octobre 1990, 2 679 personnes ont été blessées lors d'interventions de la police dans des situations d'agitation politique et que 92 restaient détenues en application de la loi sur la sécurité intérieure.

95. Des responsables du PAC en exil se sont vu refuser la permission de rentrer chez eux pour enterrer leur président, M. Mothopeng, deux mois plus tôt. On leur avait également refusé, avant, la permission d'entrer en Afrique du Sud pour tenir leur Congrès national et consulter le peuple africain au sujet des négociations.

96. Pour conclure, M. Pheko dit que c'est justement parce que les enjeux sont élevés en Afrique du Sud que ce pays riche n'a jamais été décolonisé.

97. M. AL-OTHMAN (Observateur du Koweït) dit que son gouvernement n'a jamais cessé de condamner les politiques racistes du Gouvernement sud-africain dans toutes les instances internationales et qu'il continuera à le faire à la présente session de la Commission, nonobstant la crise du Golfe.

98. M. Al-Othman partage la préoccupation exprimée par le Groupe spécial d'experts sur l'Afrique australe devant l'extension partielle de l'état d'urgence en Afrique du Sud, avec l'aggravation de la violence qui en a résulté. Le renforcement des pouvoirs de la police et des forces armées, qui s'est traduit par la répression des étudiants et des syndicats, les déplacements de population forcés et les restrictions de la liberté d'expression et de conscience, sans mentionner les cas de torture de détenus et en particulier d'enfants, est également préoccupant. M. Al-Othman a été particulièrement choqué d'apprendre que M. "Mac" Maharaj était détenu en application de l'article 29 de la loi sur la sécurité intérieure, ce qui signifie que sa vie est en danger. La violence au Natal et dans les "townships" noires autour de Johannesburg en août 1990 est également tout à fait regrettable.

99. Le droit à la vie est un droit fondamental qui est violé de façon flagrante par le Gouvernement sud-africain. Il ressort du rapport du Groupe spécial d'experts que la situation ne s'est pas améliorée, en dépit des réformes annoncées par le président de Klerk. La bantoustanisatation et les autres politiques d'apartheid se perpétuent en Afrique du Sud malgré quelques réformes mineures.

100. La Commission ne peut rester indifférente aux souffrances des travailleurs noirs et en particulier des six millions d'ouvriers agricoles qui vivent dans des conditions inhumaines, avec des salaires ne correspondant qu'à une fraction de ceux des Blancs.

101. M. Al-Othman approuve les conclusions du Groupe spécial d'experts, qu'il engage à poursuivre ses activités.

102. M. NDIYE (Amnesty International) dit qu'au cours de l'année écoulée, le Gouvernement sud-africain a pris des initiatives afin de lutter contre les violations des droits civils et politiques fondamentaux, notamment en levant les mesures de restriction affectant quelque 700 personnes, en libérant des prisonniers d'opinion et d'autres prisonniers politiques détenus en vertu de l'état d'urgence imposé à tout le pays et en réduisant de façon spectaculaire le nombre des exécutions judiciaires, qui sont passées de plus d'une centaine par an à une seulement en 1990.

103. Cependant, Amnesty International constate avec préoccupation que de graves violations des droits de l'homme subsistent. Les mesures prises pour éviter que les détenus, souvent gardés au secret, soient torturés, sont insuffisantes et se sont soldées par des décès. Jusqu'à présent, le gouvernement n'a pas abrogé les lois autorisant la détention illimitée au secret sans jugement et faisant bénéficier les forces de sécurité de l'immunité de poursuites. On n'a pas pris non plus les dispositions nécessaires afin que les membres des forces de sécurité impliqués dans des cas de torture et d'assassinats d'opposants au gouvernement fassent l'objet d'enquêtes et soient jugés.

104. Au cours de l'année 1990, les forces de sécurité ont eu recours aux pouvoirs qui leur sont conférés en vertu de l'état d'urgence et de la loi sur la sécurité intérieure pour détenir au secret plus de 1 500 personnes. L'expérience a montré à Amnesty International que la détention au secret favorisait la torture.

105. Quelques détenus remis en liberté ont porté plainte contre la police pour voies de fait. Dans certains cas, les tribunaux ont prononcé des injonctions à l'encontre de la police après avoir reçu des témoignages de sévices infligés à des détenus. On a mentionné à plusieurs reprises des commissariats où des tortures auraient été pratiquées. Au commissariat de Welverdiend, les victimes, surtout des jeunes gens, auraient été passées à tabac, battues, suspendues la tête en bas à une barre de fer, à demi étouffées et soumises à des décharges électriques. Des fonctionnaires de police ont fait savoir que les méthodes utilisées à Welverdiend faisaient l'objet d'une enquête, mais les conclusions de celle-ci n'ont toujours pas été annoncées.

106. Au moins 18 personnes sont mortes en garde à vue en 1990 et dans un cas seulement le gouvernement a ordonné l'ouverture d'une enquête judiciaire indépendante. Bien que le magistrat enquêteur ait conclu au suicide de Clayton Sizwe Sithole, détenu en vertu de la loi sur la sécurité intérieure, il a qualifié les conditions de détention de ce dernier comme portant "gravement atteinte aux droits et privilèges normaux de chaque citoyen".

107. L'impunité dont jouissent les forces de sécurité, particulièrement vis-à-vis de la justice, a entraîné des pertes humaines très nombreuses. En 1990, les forces de sécurité ont à nouveau été l'origine de l'assassinat de civils non armés dans des circonstances assimilables à des exécutions extrajudiciaires. A Sebokeng, en mars 1990, cinq personnes ont été tuées et 161 blessées lorsque la police a tiré sur une manifestation pacifique organisée par l'United Democratic Front (Front démocratique uni). Devant

l'indignation générale, le Président sud-africain a ordonné l'ouverture d'une commission d'enquête judiciaire. Le juge d'instruction a conclu au comportement illégal et non justifié de la police et a recommandé que le Procureur général du Transvaal enquête au sujet du comportement des policiers en vue de les inculper. Presque cinq mois plus tard, le Procureur général n'a toujours pas fait connaître sa décision.

108. Amnesty International demande instamment au Gouvernement sud-africain de faire en sorte que les policiers qui tuent dans de telles circonstances soient traduits en justice.

109. Durant les épisodes de violence qui ont secoué les "townships" noires des environs de Johannesburg à la fin 1990, des rapports persistants ont fait état de collusion des forces de sécurité en matière d'assassinats et d'autres actes de violence à l'encontre principalement de membres et de sympathisants de l'ANC et des organisations apparentées. Une commission d'enquête judiciaire sur la participation présumée des forces de sécurité lors d'assassinats politiques vient de conclure qu'une unité militaire secrète, le Civil Co-operation Bureau (Bureau civil de coopération) avait pris part à des tentatives d'assassinat d'opposants au gouvernement il y a à peine plus d'un an encore, en 1989. La commission a recommandé que le Procureur général enquête plus avant sur un certain nombre de cas d'assassinat et de tentatives d'assassinat impliquant des membres du Bureau civil de coopération. A ce jour, rien n'indique que le Procureur général ait statué sur ces cas.

110. De l'avis d'Amnesty International, le Gouvernement sud-africain doit immédiatement prendre des dispositions afin d'abroger les lois autorisant la détention illimitée au secret sans jugement et d'harmoniser intégralement toute la législation avec les normes énoncées dans les instruments internationaux en matière de droits de l'homme. Il faut que le gouvernement annonce publiquement et sans équivoque que la torture et les mauvais traitements des prisonniers ne peuvent être tolérés et que des procédures officielles permettant l'ouverture d'enquêtes indépendantes et impartiales sur tous ces cas soient mises sur pied.

111. M. RYDER (Confédération internationale des syndicats libres) dit que son organisation se félicite des initiatives positives prises par le Gouvernement sud-africain en février 1990 et des mesures annoncées la semaine précédente. Il est clair, au demeurant, que l'adoption immédiate d'autres mesures par le régime de Pretoria s'impose avant que l'on puisse dire que des changements irréversibles soient intervenus.

112. Le maintien de l'application de la loi sur la sécurité intérieure et les larges pouvoirs que celle-ci confère aux autorités et aux forces de sécurité rendent vaine, dans une grande mesure, la levée de l'état d'urgence. Le régime peut encore agir comme il le faisait en vertu des pouvoirs conférés par l'état d'urgence en recourant à des moyens un peu moins commodes et un grand nombre de prisonniers politiques restent détenus sans garanties judiciaires fondamentales.

113. En outre, beaucoup de Sud-Africains qui militent pour l'abolition de l'apartheid restent en exil. Le gouvernement doit prendre des mesures efficaces pour faciliter leur retour sans délai.

114. Les changements annoncés par le président de Klerk ne contribuent nullement à modifier la situation actuelle, où les droits et le pouvoir politiques sont concentrés exclusivement dans les mains de la minorité blanche sud-africaine. Le gouvernement n'a pas souscrit à l'objectif d'un homme, une voix dans une démocratie unie et non raciale. Pour la Confédération internationale des syndicats libres, une assemblée constituante réellement représentative doit être convoquée sans plus tarder pour ouvrir la voie à l'adoption d'une constitution qui sanctionnera le principe du gouvernement par la majorité.

115. Jusqu'à ce que tous ces obstacles aient été éliminés, les sanctions internationales contre l'Afrique du Sud doivent être maintenues. Le mouvement syndicaliste noir indépendant a fait valoir que s'il attendait avec intérêt le moment où les sanctions deviendraient sans objet, celles-ci restaient nécessaires dans l'immédiat. Nelson Mandela a de nouveau engagé instamment la communauté internationale à ne pas agir avec précipitation en révisant les sanctions.

116. Tout optimisme quant à l'évolution future en Afrique du Sud doit être tempéré par l'expérience de l'année écoulée. M. Ryder a été particulièrement déçu que le gouvernement n'ait toujours pas abrogé les dispositions de la Labour Relations Amendment Act 1988 (loi portant modification de la loi sur les relations professionnelles), qui restreint sévèrement les droits syndicaux fondamentaux. Si tous les syndicalistes sont victimes de cette loi restrictive, il existe trois catégories de travailleurs dont les droits fondamentaux sont niés à un degré encore plus poussé. Les personnes travaillant dans le secteur public et les employés de maison n'ont toujours pas le droit de négocier des conventions collectives et les conditions d'emploi des ouvriers agricoles et de leurs familles ont été qualifiées d'inhumaines.

117. En 1990, année où les conflits du travail ont été les plus nombreux depuis que les travailleurs noirs ont acquis le droit de s'organiser, quatre millions de jours de travail auraient été perdus pour cause de grève. Malheureusement, de nombreux employeurs ont continué à réagir aux manifestations syndicales légales par les licenciements massifs, l'intimidation et le harcèlement, tandis que les forces de sécurité y répondaient par des arrestations et des actes de violence.

118. Des actes de violence ont également été perpétrés contre les syndicalistes en dehors du cadre des conflits du travail. A ce propos, les troubles qui ont éclaté au Natal et au Transvaal sont très préoccupants. Les travailleurs ont été les principales victimes de ces affrontements, qui ont coûté la vie à des militants syndicaux bien connus.

119. On craint de plus en plus que ce que l'on a largement qualifié de "violence des Noirs envers des Noirs" ne soit à mettre au compte de provocateurs ayant intérêt à préserver le système d'apartheid. Ayant constaté que la police et les forces de sécurité ne traduisent pas en justice les responsables des actes de violence, on est forcément amené à s'interroger quant à l'identité et aux relations de ces responsables.

120. La Confédération internationale des syndicats libres espère sincèrement que l'entrevue récente entre Nelson Mandela et le chef Buthulezi aidera à faire cesser la violence, qui constitue un obstacle majeur à l'abolition définitive de l'apartheid.

121. M. GROSSE (Fédération internationale des droits de l'homme) dit que son organisation est particulièrement préoccupée par le rôle de la police dans la récurrence des brutalités en Afrique du Sud. A Sebokeng, en juillet 1990, des adhérents de l'Inkatha escortés par la police ont attaqué des résidents de foyers de travailleurs. En septembre, des adhérents de l'Inkatha ont lancé une autre attaque armée contre un train pour Soweto. Selon les témoins, la police n'a rien fait pour protéger les voyageurs. Dans les deux cas, la police avait été prévenue à l'avance qu'une attaque était imminente.

122. Dans d'autres "townships", selon de nombreux témoignages la police aurait désarmé les résidents des communautés, tout en laissant les adhérents de l'Inkatha en possession de leurs armes.

123. A cette époque, le Natal Zulu Code (Code applicable aux Zoulous du Natal) permettait aux adhérents de l'Inkatha, qui sont Zoulous, de porter des armes, y compris des haches de bataille, des lances et des bâtons revêtus de fer, qui font partie de la tenue traditionnelle des Zoulous. Les modifications apportées ultérieurement à la loi ont autorisé la police à émettre des permis de port d'arme à certains groupes, tout en les refusant à d'autres. D'après une commission d'enquête indépendante composée de juristes et d'hommes d'église, on assiste depuis novembre 1990 à des attaques menées par des petits groupes portant des armes à feu de type AK-47, alors qu'en août et septembre ces attaques étaient perpétrées par des groupes plus importants utilisant des armes traditionnelles. Des attaques ont également été perpétrées par des membres de groupes d'extrême droite, tels que le mouvement Order of Death.

124. Le rapport de la Commission Harms a établi qu'une unité de police, le Civil Co-operation Bureau (Bureau civil de coopération), était responsable d'un nombre important de crimes violents. Toutefois, le chef du Bureau et d'autres responsables n'ont pas été jugés coupables. En janvier 1991, un ancien policier, Dirk Coetzee, a révélé l'existence d'escadrons de la mort au sein de la police. Un rapport d'une organisation non gouvernementale a conclu qu'un grand nombre de membres de la police et des forces armées étaient impliqués dans des actions de sabotage et de déstabilisation. Le rapport, qui réclame une enquête judiciaire indépendante sur ces actions, a reçu l'adhésion d'un certain nombre de magistrats et de personnalités.

125. La Fédération internationale des droits de l'homme demande que le gouvernement exerce un véritable contrôle sur la police afin de garantir son impartialité, que la police rende compte de ses actions, que les méthodes policières soient révisées et qu'une enquête judiciaire sur la conduite de la police et de l'armée soit menée. En outre, il faudrait que les foyers de travailleurs soient fermés, que les résidents des "townships" soient désarmés, que des patrouilles soient mises en place dans toutes les gares ferroviaires, que les commandos de la police soient dissous et qu'il y ait une présence effective de la police partout où une attaque pourrait avoir lieu.

126. Mme SINEGEORGIS (Ethiopie), exerçant son droit de réponse, dit qu'à la séance précédente, les représentants de trois organisations non gouvernementales ont formulé des allégations étranges au sujet de son pays. Soit ces organisations ignorent l'histoire de l'Ethiopie, soit elles la falsifient délibérément pour servir les objectifs politiques qui sont les leurs. Il est évident qu'en répétant des distorsions et des contrevérités de cette nature année après année, on aide les sécessionnistes qui tentent d'affaiblir et de démembrer une nation ancienne.

127. Si les organisations en question avaient exposé avec exactitude la situation actuelle en Ethiopie, elles auraient fait état des actes terroristes des sécessionnistes et de leurs fantoches, y compris les attaques sans discrimination et inhumaines lancées contre la population civile et le sabotage des installations et des infrastructures.

128. Dans de précédentes déclarations, la délégation éthiopienne a informé la Commission des initiatives de paix prises par son gouvernement depuis des années et des nombreux obstacles soulevés par les sécessionnistes. Deux séries de négociations de caractère procédurier se sont déroulées avec l'un des groupes sécessionnistes de la région autonome d'Erythrée. Néanmoins, les sécessionnistes refusent toujours de convenir d'une date pour engager des entretiens sur le fond du problème, bloquant ainsi toutes les voies d'une solution pacifique.

129. Contrairement à ce qu'a affirmé l'une des organisations non gouvernementales en question, la fixation d'une date pour les discussions ne dépend pas exclusivement du Gouvernement éthiopien, mais implique un accord mutuel entre les parties concernées. Les affirmations de cette organisation démontrent donc sa partialité et sa malhonnêteté totales.

La séance est levée à 18 h 5.
